

Economies, identités et mobilités : le cas des Grecs de l'ex-URSS¹

Grigorakis Anastasios

Kataiftsis Dimitris

Dans cette communication nous examinons les pratiques et les stratégies économiques des grecs de l'ex-URSS installés dans la ville de Thessalonique, au nord de la Grèce après 1990. Notre objectif est de voir comment les réseaux diasporiques ont constitué des champs de développement de stratégies économiques. Notre hypothèse principale est que la manière dont les activités économiques des grecs de l'ex-URSS se développent est directement liée à la structure des réseaux diasporiques (mais aussi des réseaux de parenté). Ces réseaux, souvent transnationaux, impliquent une fluidité géographique mais aussi symbolique et identitaire pour ses participants. Cette étude qui a été effectuée dans le cadre d'un projet de recherche post-doctorale à l'Université de Macédoine², est basée premièrement sur 20 entretiens semi-directifs avec des grecs de l'ex-URSS ainsi que sur une enquête de terrain menée par l'un des chercheurs en travaillant dans une agence immobilière qui appartient à un entrepreneur provenant aussi de l'ex-URSS.

Pendant la décennie qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique, plus de 150 milles personnes d'origine grecque, vivant dans l'ex-URSS ont émigré en Grèce. Même si la grande majorité entre eux avait à peine des liens avec la Grèce, ils la considéraient comme la « patrie éternelle ». Dans l'imaginaire symbolique des migrants mais ainsi que pour les autorités grecques, il s'agissait d'un « rapatriement ». Les flux migratoires dont la période de pointe était entre 1990 et 1993 et provenant essentiellement des ex-Républiques Soviétiques de Géorgie et d'Abkhazie, des régions russes du Caucase du Nord et de l'Asie Centrale, Kazakhstan et Ouzbékistan, se sont majoritairement dirigés vers la Grèce du Nord. 60% des migrants se sont installés dans la Macédoine grecque dont la moitié à Thessalonique. C'est exactement l'importance des flux migratoires dans cette ville mais aussi le fait qu'elle a constitué le centre économique par excellence des grecs de l'ex-URSS, dont certains sont devenus parmi les entrepreneurs les plus importants du pays, qui nous ont incité de choisir Thessalonique pour mener cette étude.

Pour les « rapatriés » arrivés en Grèce après l'effondrement de l'Union soviétique c'est l'existence préalable de réseaux de proches qui a dicté leur choix d'installation à Thessalonique. La parenté et les communautés locales déplacées vers la Grèce ont joué un rôle primordial pour la constitution des

¹ Communication présentée dans le cadre du colloque "Penser les frontières, passer les frontières" (CENS-AISLF, Nantes 12-14 décembre 2019)

² "This research is co-financed by Greece and the European Union (European Social Fund-ESF) through the Operational Programme «Human Resources Development, Education and Lifelong Learning 2014-2020» in the context of the project "From Popular Markets to Family Businesses and to Russian Markets: A Horizontal Economy of the 'Poor' as a Survival Strategy of the Returnees from the Former Soviet Union from mid-80s until Today" (MIS 5007303)."



communautés diasporiques à Thessalonique qui comptait déjà plus de 50.000 « rapatriés » vers la fin des années 1990. Des réseaux de solidarité, formels ou informels, ainsi que des échanges entre ceux qui ont émigré et ceux qui sont restés dans l'ex-URSS ont considérablement aidé les rapatriés à faire face aux difficultés de l'intégration. Pour la plupart de personnes qu'on a interviewées ces réseaux se sont avérés beaucoup plus importants que les aides publiques, assez modestes quand-même, pendant leurs premières années à Thessalonique.

En effet dans la plupart de cas, l'intégration s'avérait une procédure compliquée. Bien qu'ils se considéraient comme des grecs « rapatriés » plusieurs facteurs rendaient leur vie en Grèce beaucoup plus difficile par rapport à la population locale. Tout d'abord, leur intégration au marché du travail local était empêchée par une absence de reconnaissance officielle des diplômes détenus. Cette dernière nécessitait souvent des périodes d'attente très longues forçant les grecs de l'ex-URSS d'accepter des emplois non qualifiés, mal payés et souvent très précaires pour éviter le chômage (Glytsos, 1995). De surcroît, ils devaient faire face souvent à des discriminations sociales puisque pour certains grecs, les « rapatriés » de l'ex-URSS constituait plutôt des « faux » grecs, comme ces derniers étaient principalement russophones et partageaient souvent une culture différente (Pratsinakis, 2017, Hionidou, 2012).

C'est exactement dans ce cadre que les réseaux diasporiques des grecs de l'ex-URSS ont constitué un champ de développement des activités économiques, souvent transnationales. Nikos, un de nos informateurs, remarque que si les réseaux de solidarité étaient essentiels pour la subsistance des « rapatriés » ils l'étaient aussi pour les premiers efforts entrepreneuriaux. Une sorte de compagnies de confiance (cf. Granovetter, 2003), ces réseaux ont servi comme la base pour la formation des premières petites entreprises des grecs de l'ex-URSS. Pour Nikos, ces réseaux ont permis de « libérer » l'esprit commercial des grecs Pontiques, réprimé au sein de l'économie soviétique. Ces activités entrepreneuriales et commerciales ont constitué tout au long de la période après 1990 une alternative viable pour les grecs de l'ex-URSS face aux conditions imposées par le marché du travail local.

Parmi les activités économiques le plus importantes des années 1990 on trouve le commerce de fruits, le commerce de fourrures ainsi que le commerce d'articles ménagers dans les « marchés populaires ». Toutes ces activités qui reposaient sur le développement des réseaux diasporiques impliquaient, plus ou moins, un certain niveau de mobilité, voire de transnationalisme. Le commerce dans les « marchés populaires » a constitué une première activité pour beaucoup de grecs de l'ex-Union Soviétique lors de leur installation en Grèce, une activité facilitée par les conditions générales de l'économie russe de la première moitié des années 1990. Comme il était impossible pour les premiers « rapatriés » de transférer ou échanger des sommes de roubles importantes, la liquidation et le transfert de leurs patrimoines en Grèce s'avérait compliquée. Beaucoup donc ont décidé de liquider leur patrimoine en amont et le transformer en marchandise qui saurait être vendu en Grèce. Cette pratique a bénéficié largement du fait que pendant les premières années après la chute de l'URSS les contrôles des frontières étaient quasi-inexistants mais aussi de la possibilité d'achat de marchandises à des prix dérisoires. L'idée donc était de vendre sa maison et avec cet argent acheter des marchandises, notamment des ustensiles, linge de maison ou en général des articles ménagers pour les transporter après, souvent collectivement, en Grèce afin de les vendre dans les marchés où les règles étaient aussi assez laxistes.

Si pour certains cette pratique constituait plutôt une stratégie économique de survie, pour d'autres elle a pris la forme d'une vraie activité commerciale transnationale. Ces derniers ont continué les va-et-vient entre la Grèce et l'ex-URSS afin d'acheter des marchandises qu'ils pourraient ensuite revendre avec une marge considérable. Panagiotis qui travaille depuis 1990 dans les « marchés populaires » remarque que souvent les commerçants transportaient leur marchandise avec le mobilier des familles qui émigraient vers la Grèce afin de diminuer le coût du transport et, surtout, d'éviter les douanes. Comme il nous explique, cette activité commerciale assez commune dans la Russie des années '90 (cf. Humphrey, 1999), impliquait souvent des accords avec les directeurs d'entrepôts dans l'ex-URSS qui prépayaient des marchandises à l'Etat. La fluidité de la période de transition dans les républiques de l'ex-Union Soviétique a permis à beaucoup de grecs de profiter des marges importantes pendant la première moitié des années 90. Le durcissement des contrôles douaniers ainsi que la hausse constante de prix des marchandises ont finalement provoqué le déclin de ce type d'activité.

Pendant la même période, le commerce des fourrures a aussi attiré un nombre important des grecs « rapatriés ». Cette activité impliquait le développement des réseaux transnationaux entre fabricants, revendeurs, médiateurs, camionneurs, agents touristiques et autres. La ville de Kastoria, au nord de Thessalonique et seulement quelques kilomètres de la frontière avec l'Albanie est devenue pendant les années 90 le centre de production de fourrures de qualité avec un coût réduit attirant principalement des clients russes. Comme les grecs de l'ex-URSS étaient majoritairement russophones leur engagement comme intermédiaires dans ces réseaux commerciaux était assez facile. Pour certains cette activité était saisonnière et temporaire, quoique rentable puisque le paiement des commissions aux intermédiaires était informel. Pendant la période de pointe du commerce de fourrures environ 180 boutiques ont été ouvertes à Thessalonique, selon Dimitri, un de nos informateurs qui a travaillé dans ce type de commerce. Pourtant, cette activité a aussi décliné vers la fin des années '90. La diminution d'écart dans les taux de change ainsi que la crise dans la production de fourrures ont rendu cette activité moins intéressante.

Hormis ces activités commerciales ainsi que le petit commerce ou les restaurants, les boulangeries et les boutiques que certains « rapatriés » ont ouvert dans la banlieue ouest de Thessalonique où la majorité des grecs de l'ex-URSS sont installés, le développement rapide des magasins vendant des « produits russes » (*russskie produkty*) à partir de la fin des années '90 constitue le phénomène le plus important de l'économie des « rapatriés », reposant toujours sur des réseaux économiques transnationaux. Ce type de commerce constitue un exemple d'économie d'enclave ethnique (cf. Valenzuela-Garcia, Parella & Guell, 2017), destinée essentiellement à satisfaire la demande des grecs pontiques en produits familiers de leur lieu d'origine. Graduellement, les boutiques des produits russes ont élargi leur public pour inclure d'autres migrants russophones, nostalgiques pour les produits de leur pays d'origine. Natalya, nous a décrit comment elle s'est impliquée, avec son mari, dans le commerce des produits russes. Après une première tentative infructueuse avec un kiosque vendant des produits grecs, ils ont décidé de recommencer en vendant des produits russes cette fois. Constituant à l'époque une décision innovante, ils ont pu expandre leur entreprise et aujourd'hui ils ont réussi à ouvrir quatre boutiques différentes dans des quartiers avec une forte présence des grecs pontiques.

L'implication des grecs de l'ex-URSS dans le commerce de produits alimentaires est significative. Ce type d'activité fait partie d'un réseau entrepreneurial plus vaste qui s'étend dans d'autres pays européens où des « rapatriés » respectifs ont été installés. Par exemple le groupe Mixmarkt qui

comprend presque 300 magasins dans plusieurs pays européens, avec des produits destinés aux diasporas post-soviétiques a plusieurs succursales en Grèce, notamment à Thessalonique et dans la région de Chalcidique. D'autres magasins de revente de produits russes achètent leurs marchandises auprès de la compagnie Luckmann Food Group, basée à Baden en Allemagne, qui a été fondée par des rapatriés allemands, originaires de Kazakhstan. D'autres entreprises, dans l'industrie alimentaire, ont un parcours transnational, avant de s'installer en Grèce. En général, le commerce des produits russes constitue une activité économique basée sur un réseau transnational post-soviétique et ciblant essentiellement les populations originaires des républiques de l'ex-URSS. Selon notre informateur Panagiotis, l'extension de ce réseau de « produits russes » a impliqué graduellement une internationalisation de la production. Aujourd'hui les « produits russes » sont majoritairement produits hors de l'ex-URSS et certaines chaînes de production sont même localisées en Grèce, quoique les produits sont toujours étiquetés comme étant russes.

Point nodal de ce réseau transnational qui met en lien plusieurs diasporas post-soviétiques est la langue russe. Cette dernière constitue le passeport d'entrée dans ces réseaux réunissant producteurs, revendeurs, clients et entrepreneurs. En même temps, la langue russe constitue aussi un élément important de la procédure d'évolution et de transformation de l'économie des réseaux diasporiques. L'augmentation continue des flux touristiques à partir la Russie contribue à l'élargissement de la clientèle des entreprises ethniques. De manière pareil, des professionnels indépendants cherchent aussi en profiter de leur russophonie afin d'élargir leur clientèle au-delà de leur communauté ethnique.

Si le transnationalisme et la fluidité des frontières a constitué un élément important de l'activité économique des grecs de l'ex-URSS au niveau commercial et entrepreneurial, les parcours individuels de plusieurs « rapatriés » sont aussi peu linéaires mettant ainsi en cause le récit dominant du retour à la « patrie éternelle ». Tant après l'effondrement de l'URSS que pendant la crise économique depuis 2010, la plupart de nos informateurs ont décrit un parcours de vie comprenant de nombreux vas et vient. Pour ceux qui ne sont pas impliqués dans l'économie d'enclave ethnique, les stratégies de survie résultaient aussi une mobilité récurrente. Dans certains cas, d'autres pays que la Grèce ou les républiques de l'ex-URSS font partie de leur parcours de vie. Ainsi, certains de nos informateurs ont vécu aussi comme immigrants à l'Allemagne, l'Autriche ou le Royaume-Uni. Certains, comme Stella qui travaille aujourd'hui dans une boutique pour femmes dans Nikopoli, un quartier constitué essentiellement par des « rapatriés » à l'ouest de Thessalonique, après l'effondrement de l'Union soviétique a migré avec sa famille en Allemagne où elle avait des proches, avant s'installer finalement à Thessalonique.

Après l'éclatement de la crise économique de 2010, l'Allemagne est devenue une destination privilégiée pour un nombre considérable des grecs pontiques. Sofia, une journaliste et écrivaine connue dans les réseaux diasporiques et qui a étudié récemment les mouvements de ré-émigration des grecs pontiques pendant la crise, remarque que pendant la dernière décennie des familles entières des grecs de l'ex Union soviétique ont ré-émigré en Allemagne et notamment en Munich où ils ont formé une petite communauté. Cette émigration, dictée par les conditions économiques contraignantes à cause de la crise économique, n'a pas entraîné une coupure des liens avec la Grèce qu'elles continuent à visiter pour leurs vacances. Dans certains cas, cette émigration n'est que temporaire. En se basant sur l'existence des réseaux diasporiques, des « rapatriés » ont décidé de quitter la Grèce temporairement à cause du chômage très élevé. Stelios, a quitté Thessalonique au début de la crise avec son fils afin de trouver un emploi en Allemagne et pouvoir améliorer sa condition

financière, pour pouvoir après revenir en Grèce. Il nous a décrit comment groupes de 5 ou 6 personnes, grecs de l'ex-URSS, travaillaient et vivaient ensemble pour partager le coût de la vie en Allemagne. Dans ce cas, on pourrait remarquer une délocalisation et relocalisation des réseaux diasporiques depuis la Grèce vers l'Allemagne.

A ces cas de ré-émigration on pourrait rajouter l'adoption des certaines pratiques migratoires de la population grecque locale pendant la crise. Il s'agit du phénomène de la « fuite des cerveaux », à savoir la migration d'une génération jeune bien qualifiée qui quitte la Grèce soit à cause du chômage très élevé soit pour chercher un poste de travail bien rémunéré, dans le cadre de la quête d'une mobilité sociale ascendante. Ce dernier cas, accompagné souvent par des investissements importants pour l'éducation des jeunes générations, constitue une stratégie assez répandue des classes moyennes locales qui date bien avant la crise et qui a été adopté par certaines familles de grecs « rapatriés ». Odysseas, salarié dans une société de construction appartenant à un entrepreneur « rapatrié », nous a dit que son fils, ingénieur, a décidé de migrer à Londres où il a trouvé un emploi dans l'industrie de cinéma.

Parmi les parcours individuels ou familiaux fluides qui mettent en cause la linéarité du récit du retour à la « patrie éternelle » des grecs de l'ex-URSS, particulièrement intéressants sont ceux qui impliquent un retour, temporaire ou permanent, aux pays d'origine, en Russie ou à une autre république de l'ex-Union soviétique. Les raisons pour lesquelles certains grecs pontiques ont décidé de retourner à leur lieu d'origine sont économiques mais aussi sociales. Une partie des « rapatriés » avait construit une image idéalisée de la Grèce, la « patrie éternelle » mais qui souvent correspondait peu à la réalité qu'ils ont rencontrée à leur installation. Non seulement leur intégration dans le marché du travail local s'avérait compliquée mais souvent les « rapatriés » faisaient face à la méfiance, voire à la discrimination de la part de la population locale. Ces discriminations pourraient arriver jusqu'à des sentiments racistes vis-à-vis les grecs pontiques qui étaient considérés comme des « faux » grecs à cause de leur russophonie et de leur culture. Dans ce cadre, pour certains un mouvement inverse de retour à eu lieu (Hess, 2018).

Olga, une des rapatriées qu'on a interviewées, a quitté Thessalonique pour des raisons économiques afin de retrouver à Sotchi en Russie sa sœur qui n'est jamais migrée en Grèce. Eleni, une autre informatrice partage son temps entre la Grèce et la république autonome d'Abkhazie où elle exerce une activité commerciale saisonnière. Elle fait partie des grecs de l'ex-URSS qui essaient de profiter de la possession de deux passeports afin de garder liens avec deux pays différents. Par ailleurs, une campagne du gouvernement russe depuis 2017 a l'ambition d'attirer les diasporas post-soviétiques afin de faciliter un retour éventuel. Les activités économiques d'Eleni en Abkhazie se sont avérées plus rentables que celles qu'exerçait à Thessalonique. Elle admet que si sa fille n'habitait pas à Thessalonique elle retournerait pour vivre définitivement en Abkhazie.

Pourtant tous les grecs de l'ex-URSS n'avaient pas la même relation avec leur pays d'origine et par conséquent, le retour éventuel au lieu d'origine n'avait pas les mêmes connotations. Si pour ceux originaires de la Russie le retour éventuel n'a pas une connotation négative, le cas des grecs originaires de la république de Géorgie est considérablement différent. Un retour aux villages de la région de Tsalka en Géorgie, où une grande partie de nos informateurs viennent, serait impensable pour deux raisons. Premièrement, le profil démographique et ethnique des villages a radicalement changé depuis les années 1990 à cause de l'installation massive des migrants économiques internes originaires

des villages de Adjarian. Ces migrants se sont installés dans les régions habitées auparavant par des grecs, récupérant souvent les maisons que les grecs avaient abandonnées ou vendues. Deuxièmement, les conditions économiques dans ces régions étaient défavorables pour un retour éventuel. Même pour ceux qui avaient retenu la propriété de leurs anciennes maisons, les conditions économiques dans la région de Tsalka ne constituaient en aucun cas une alternative aux conditions difficiles que les « rapatriés » affrontaient dans la Grèce en crise. Par conséquent, pour les grecs originaires de Géorgie le « rapatriement » en Grèce est devenu une situation irréversible.

En regardant les mutations des économies des grecs de l'ex-URSS ainsi que leurs parcours individuels on se rend compte de leur fluidité importante. Les « rapatriés » s'impliquent dans des activités et des stratégies économiques mobiles et non linéaires. La crise économique ainsi que l'ouverture des certaines activités dans le monde globalisé non seulement mettent en question les récits du retour à la « patrie éternelle » mais soulèvent aussi des questions concernant la relation entre l'identité communautaire et les impératives économiques. Dans notre recherche nous avons remarqué que pour certains de nos interlocuteurs les décisions économiques semblent affecter considérablement leur relation avec les réseaux diasporiques et l'identité collective. Si les réseaux des « rapatriés » ont joué un rôle important dans le développement et la structure des activités économiques, ces dernières affectent aussi le sentiment d'appartenance et d'autant plus que la crise économique transforme les conditions générales d'existence des grecs de l'ex-URSS.

Références

Glytsos, N. P. (1995). Problems and policies regarding the socio-economic integration of returnees and foreign workers in Greece. *International Migration*. 33(2), 155-176.

Granovetter, M. (2003). La sociologie économique des entreprises et des entrepreneurs. *Terrains & Travaux*, 2003/1(4), 167-206.

Hess, C. (2008). What Are "Reverse Diasporas" and How Are We to Understand Them?. *Diaspora* 17(3), 288-315

Hionidou, V. (2012). "Abroad I was Greek and in Greece I am a Foreigner": Pontic Greeks from Former Soviet Union in Greece. *Journal of Modern Greek Studies*, 30(1), 103-127.

Humphrey, C. (1999). Traders, 'Disorder' and Citizenship Regimes in Provincial Russia. In Burawoy, M. and Verdery, K. (eds.) *Uncertain Transition*. Lanham, Boulder, New York and Oxford/ Rowman & Littlefield, p. 19-52.

Pratsinakis, M. (2017). Collective Charisma, Selective Exclusion and National Belonging: 'False' and 'Real' Greeks from the Former Soviet Union. In Skey, M. – Antonsich, M. (eds.). *Everyday Nationhood. Theorising Culture, Identity and Belonging after Banal Nationalism*. London: Palgrave– Macmillan.

Valenzuela-Garcia, H., Parella S. & Guell, B. (2017). Revisiting the 'ethnic enclave economy': resilient adaptation of small businesses in times of crisis in Spain. *International Journal of Anthropology and Ethnology*. 1(5).

